

IMPÔTS

La grande défiance fiscale des Français

L'enquête Ipsos pour « Le Monde » souligne la montée du « ras-le-bol » des citoyens, qui jugent inégalitaire la politique d'Emmanuel Macron

ANALYSE

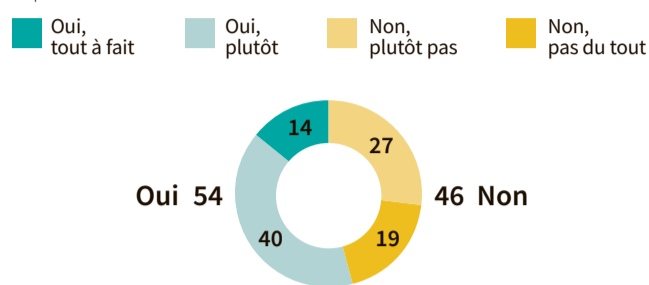
« une mauvaise chose ». La critique est particulièrement forte chez les catégories populaires et les retraités, mais aussi les personnes se déclarant sympathisantes des principaux partis d'opposition (LFI, LR, RN). Plus de la moitié (57%) des personnes ayant voté pour Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle de 2017 se dit aussi opposée à la fiscalité verte, de même que 40% des sympathisants La République en marche (LRM) actuels. Cette opposition se retrouve chez les urbains comme chez les ruraux.

Retraités et classes moyennes particulièrement remontés Le désaveu est particulièrement net lorsqu'on demande aux sondés de qualifier les effets de la politique fiscale de l'exécutif sur les inégalités sociales : ils sont plus des deux tiers (67%) à estimer qu'elle les aggrave, soit 13 points de plus qu'il y a cinq ans. Un avis plébiscité par 89% des sympathisants LFI et 84% de ceux du RN, mais aussi par près de la moitié (45%) des électeurs d'Emmanuel Macron. C'est également l'opinion des trois quarts des retraités et des ménages modestes.

Principale catégorie de population mise à contribution, les retraités sont 94% à considérer qu'on leur demande « plus d'efforts » qu'aux autres. Une situation assumée par le gouverne-

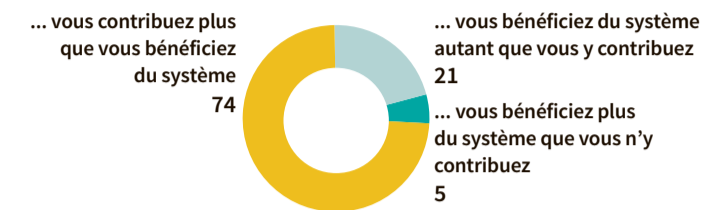
L'impôt : acte citoyen pour une petite majorité de Français

Quand vous payez des impôts, avez-vous le sentiment de faire un acte citoyen ? Réponses en %



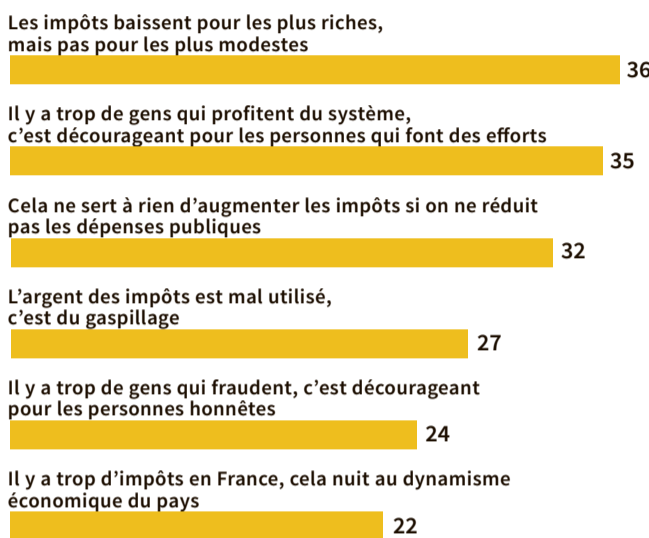
Un rapport coût-bénéfice très négatif

De manière générale, quand vous pensez aux différents impôts et taxes que vous payez (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, TVA...) et à ce dont vous pouvez bénéficier de la part de l'Etat (école, Sécurité sociale, infrastructures, aides pour les enfants, allocations, chômage...) avez-vous le sentiment que... Réponses en %

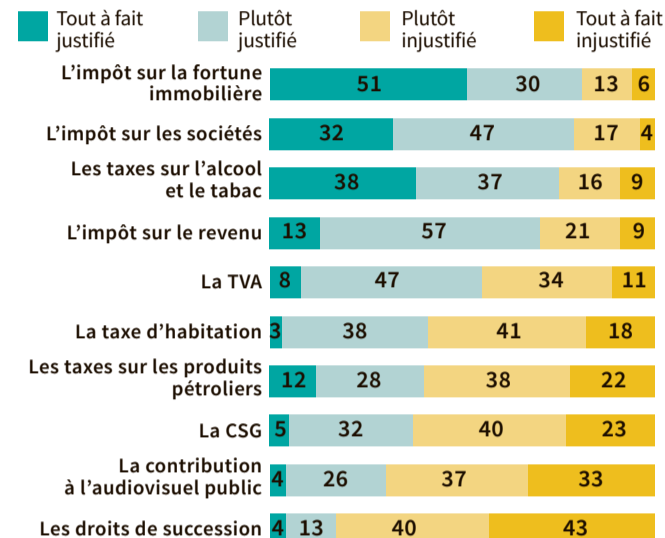


Un système perçu comme injuste

Parmi les critiques suivantes que l'on entend parfois sur les impôts en France, quelles sont celles auxquelles vous êtes le plus sensible ? Réponses en %



Pour chacun des impôts suivants, dites si vous le trouvez justifié ou injustifié Réponses en %



ment, qui a choisi de mettre davantage à contribution les seniors – à l'exception des plus modestes, explique-t-il –, notamment à travers la hausse de la CSG.

Les personnes interrogées sont 76% à estimer qu'on demande plus d'efforts aux classes moyennes. Plus inquiétant pour Emmanuel Macron, elles sont également une majorité (59%) à répondre qu'on en demande plus aux actifs. Une majorité de citoyens sont sur cette ligne, quelle que soit leur catégorie socioprofessionnelle : de l'ouvrier au cadre supérieur, en passant par les professions intermédiaires et les employés. De quoi battre en brèche la communication gouvernementale, qui vante depuis des mois la hausse du pouvoir d'achat des actifs grâce à la suppression des cotisations maladie et chômage, et explique avoir pour principal objectif de politique économique que « le travail paie ». L'étiquette de « président des riches » continue de coller à la peau d'Emmanuel Macron, qui a supprimé l'ISF en début d'année : 73% des sondés indiquent que, en matière d'impôts, le gouvernement demande « moins d'efforts aux catégories privilégiées ».

Par ailleurs, plus de la moitié (55%) des personnes interrogées considèrent que la politique fiscale menée par le chef de l'Etat depuis son élection n'est pas « conforme aux engagements de campagne ». Seules 44% estiment que c'est le cas. C'est deux fois plus (22%) que sous François Hollande à la même période, mais il s'agit tout de même d'un mauvais signal pour le gouvernement. Exception notable, les personnes qui ont voté pour Emmanuel Macron au premier tour répondent majoritairement positivement à la question à 70%, de même que les cadres supérieurs.

Les griefs sont tout aussi nourris sur le manque d'efficacité de la politique fiscale. Seuls 24% des sondés la trouvent « bénéfique pour la croissance économique », et 23% « efficace pour réduire les déficits et la dette publique ». Seules 16% des personnes interrogées l'estiment « juste », contre 21% du temps de François Hollande.

La suppression de la taxe d'habitation applaudie Réforme fiscale-clé du gouvernement, la baisse d'un tiers de la taxe d'habitation (TH) cette année, et sa suppression pour 80% des Français

d'ici à 2020, recueille toujours une large adhésion : 68% des personnes interrogées la considèrent comme une « bonne chose », et parmi ceux-ci, près du tiers (29%) comme une « très bonne chose ».

Cependant, parmi ceux qui paient effectivement la TH (environ un foyer sur cinq en est déjà exempté), moins de la moitié des sondés (41%) indique avoir effectivement constaté une diminution de cet impôt cet automne. Ils sont 25% à avoir constaté une augmentation, ce dont avait témoigné la polémique d'octobre entre le gouvernement et les collectivités locales.

Plus de la moitié des sondés (56%) juge que la baisse des cotisations chômage en échange d'une hausse de la CSG est une « mauvaise chose ». Toutefois, près de une personne sur cinq (18%) « ne sait pas vraiment » se prononcer. C'est une critique sévère pour le gouvernement, ou du moins pour sa pédagogie, alors que la mesure avait été présentée comme essentielle pour redonner du pouvoir d'achat aux Français.

Haro sur la fiscalité du capital Les modifications intervenues sur la fiscalité du capital sont

également jugées très sévèrement par les répondants : 65% critiquent la suppression de l'ISF, remplacé par un impôt sur la fortune immobilière depuis janvier. Et près des trois quarts (72%) se disent « opposés » à la baisse des taxes sur les revenus du capital (suppression de l'ISF et « flat tax »). Même ceux qui ont mis un bulletin Macron dans l'urne au premier tour l'an dernier, et les cadres supérieurs potentiellement davantage concernés par cette réforme, sont plus des deux tiers à être critiques. Seule exception, les sympathisants LR, dont la moitié sont favorables à ces réformes.

La taxation des GAFA à l'échelle européenne, cheval de bataille du chef de l'Etat et de son ministre de l'économie, Bruno Le Maire, recueille nettement plus de suffrages : 86% des personnes interrogées estiment qu'« il faut renforcer la législation fiscale européenne pour que ces entreprises [les géants américains du numérique] paient toute la part d'impôt dont elles sont redevables ». Les sondés sont aussi 74% à estimer qu'il s'agit d'un projet « réalisable dans un futur proche ».

AUDREY TONNELIER

La première édition avait été réalisée il y a cinq ans exactement, en pleine polémique sur les hausses d'impôts de la deuxième année du quinquennat Hollande. Hasard du calendrier, cette nouvelle mouture du sondage sur le rapport des Français aux impôts, réalisée par Ipsos pour *Le Monde* et la Fondation internationale de finances publiques, un think tank de recherche sur le sujet, intervient de nouveau dans un contexte explosif. A quelques jours d'une seconde manifestation des « gilets jaunes », samedi 24 novembre, contre la hausse des prix à la pompe et les impôts en général, l'expression « ras-le-bol fiscal » – popularisée à l'été 2013 par le ministre de l'économie de l'époque, Pierre Moscovici – est de nouveau d'actualité. Mais, au-delà de la grogne contre les taxes vertes, ce sondage révèle aussi une profonde défiance des Français vis-à-vis du système fiscal dans sa globalité.

La fiscalité écologique unanimement rejetée Les trois quarts (73%) des personnes interrogées estiment que l'accélération de la hausse du prix du diesel par rapport à l'essence pour lutter contre le changement climatique est

Le prélèvement à la source largement approuvé

VOILÀ QUI VA FAIRE plaisir à Gérard Darmanin, le ministre de l'action et des comptes publics, qui porte le projet depuis son arrivée à Bercy, au printemps 2017. Plus des deux tiers (68%) des personnes interrogées par Ipsos pour *Le Monde* et la Fondation internationale de finances publiques se disent « favorables » au prélèvement à la source (PAS) de l'impôt sur le revenu, qui doit entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2019. Un avis qui fait relativement consensus, quel que soit le profil politique des répondants : même s'il est plus partagé par les sympathisants LRM et PS (qui sont respectivement 86% et 77% à y être favorables), moins de la moitié des sympathisants RN (43%) se disent défavorable au PAS.

Socialement, cette réforme majeure de la collecte de l'impôt sur le revenu est quasi unanimement saluée, même si elle convainc encore davan-

tage les foyers gagnant plus de 36 000 euros de revenus net par an. Un tiers des ménages modestes seulement y sont opposés.

Problèmes de confidentialité Parmi les principales craintes des sondés, plus d'un tiers (37%) redoutent que l'Etat en profite pour augmenter le montant des impôts, 36% se disent inquiets des complications qu'entraînera le système en cas de changement de situation (mariage, naissance d'un enfant...) ou pour les crédits d'impôt. Mais un quart seulement des personnes interrogées soulignent les problèmes de confidentialité posés par le fait que les employeurs pourront connaître le taux d'imposition de leurs salariés.

Du côté des aspects positifs du PAS, les sondés sont 37% à estimer que « cela leur permettra d'avoir une perception plus précise de leur budget » et

29% à espérer que « cela permettra à l'Etat de mieux lutter contre la fraude fiscale ». Ces raisons sont davantage mises en avant que le principal argument avancé par l'exécutif pour justifier sa réforme : seul un sondé sur cinq (21%) mentionne la « simplification des démarches administratives » que pourra engendrer le PAS.

Ce satisfecit semble donc, pour l'heure, donner raison au gouvernement, qui avait choisi de braquer les projecteurs sur le sujet, fin août. Emmanuel Macron avait alors publiquement émis des doutes sur le degré de préparation de la réforme par la direction générale des finances publiques de Bercy, ouvrant la voie à plusieurs jours de remise en cause avant que la mise en place de la réforme, début 2019, soit finalement confirmée par le premier ministre, Edouard Philippe, début septembre.

A. T.

Un jour comme les autres, c'est un jour où un tiers des femmes subit des violences.

onufemmes.fr
Source OMS 2013, périmètre monde

PUBLICITÉ

Chaque année, le comité ONU Femmes France organise

ORANGE DAY

du 25/11 au 10/12, une mobilisation contre les violences faites aux femmes.

